



Caisse de Prévoyance Sociale
Te Fare Turuutā'a
Votre Protection Sociale,
Notre Métier

REGIME DE SOLIDARITE (RSPF)

ANNÉE 20

DEMANDE D'ADMISSION RENOUELEMENT

DEMANDEUR

Nom

Prénom

DN Né(e) le / / A _____

Activité S.D.F (*) Oui Non

CONJOINT(E), PARTENAIRE PACSE (E) OU CONCUBIN(E)

Nom

Prénom

DN Né(e) le / / A _____

Activité

SITUATION FAMILIALE

1-Célibataire 2-Marié(e) 3-Séparé(e) 4-Divorcé(e) 5-Veuf(ve) 7-Partenaire pacsé(e)

6-Concubin(e) depuis le : / / avec enfant commun né ou à naître : Oui Non

COORDONNEES

N° et nom de la voie

Immeuble

Quartier

PK C/mont C/mer Commune

BP Code Postal Localité

Tél : Domicile Bureau Portable

Fax Courriel

En qualité de : Propriétaire Hébergé chez un tiers Locataire Logement mis à disposition Autres _____

ENFANTS À CHARGE

Indiquer uniquement les événements survenus depuis la dernière demande d'admission ou de renouvellement : naissance, arrêt de scolarité, décès...

N°	DN	Nom - Prénom	Date et lieu de naissance	Evénement
1				
2				
3				
4				
5				

CHANGEMENT DE SITUATION

En cas de demande de renouvellement, je déclare que ma situation financière et familiale : a changé n'a pas changé (*)

DN

Nom - Prénom

Nombre de comptes bancaires détenus par le demandeur par le/la conjoint(e), partenaire pacsé(e), concubin(e)

par le couple

Banque(s) :

J'atteste sur l'honneur ne pouvoir fournir de relevé de compte pour la raison suivante :

Compte bloqué Compte à découvert Impossibilité de payer l'édition Autres _____

DECLARATION DES RESSOURCES DE L'ANNEE CIVILE N-1

Les revenus et produits de l'activité professionnelle (sur le territoire ou hors territoire)

Pour le demandeur

Pour le/la conjoint(e),
partenaire pacsé(e), concubin(e)

Montant annuel

Revenus d'activité professionnelle salariée (Brut) :

 01*

Revenus d'activité professionnelle non salariée ** :

 04

Produits des activités non salariées ** :

Code à reporter***

Code à reporter***

8A-Agriculture 8B-Coprahculture 8C-Horticulture

8D-Apiculture 8E-Elevage 8F-Artisanat

8G-Aquaculture 8H-Pêche 8I-Perliculture

8J-Forain

8K-Autres, préciser : _____

Les indemnités

Indemnités et rémunérations versées au titre d'un mandat électif local ou national :

 40

Revenus de substitution servis en cas de perte d'emploi temporaire :

 8M

Indemnités liées à la rupture d'un contrat de travail ou sommes perçues suite à la cessation d'une activité non salariée :

 8L

Prestations en espèces, complémentaires ou non, versées au titre d'une incapacité de travail temporaire :

 02

Indemnités perçues par les accueillants familiaux ou leurs remplaçants :

 56

Indemnités perçues au titre des dispositifs d'aide à l'emploi, à la formation professionnelle et à l'insertion des personnes handicapées :

 8N

Les capitaux mobiliers et les revenus de biens immobiliers

Loyer :

 31

Placement financier :

 69

Cession actions / parts sociales :

 86

Plus-value foncière :

 8Y

Les avantages en nature

Nourriture :

 8P

Logement :

 8R

Autres, préciser : _____

 8S

Les pensions et rentes viagères (Brut)

Pensions alimentaires :

 32

Pensions de retraite CPS :

 13

Pensions de victimes de guerre :

 35

Pension de vieillesse, d'invalidité et autres allocations d'une autre caisse :

 45

Rentes viagères :

 57

Les dons et les legs

Valeur des biens aliénés :

 8T

Valeur des biens reçus :

 80

Autres ressources, à préciser

 8V

Total :

* Pour tous les codes, se reporter à la notice explicative.

** Montants bruts retenus pour le calcul de la CST après déduction des charges d'exploitation.

*** Reporter le code de l'activité (exemple : Agriculture, reporter 8A).

Total du couple :

DN

Nom - Prénom

DECLARATION DES RESSOURCES DES 12 MOIS PRECEDANT LA DEMANDE EN CAS DE BAISSSE IMPORTANTE DES REVENUS

Pour le demandeur Pour le/la conjoint(e),
partenaire pacsé(e), concubin(e)

Les revenus et produits de l'activité professionnelle (sur le territoire ou hors territoire)

Montant des 12 derniers mois

Revenus d'activité professionnelle salariée (Brut) :	01*	
Revenus d'activité professionnelle non salariée ** :	04	
Produits des activités non salariées ** :	Code à reporter***	Code à reporter***
8A-Agriculture 8B-Coprahculture 8C-Horticulture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8D-Apiculture 8E-Elevage 8F-Artisanat	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8G-Aquaculture 8H-Pêche 8I-Perliculture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8J-Forain	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8K-Autres, préciser :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Les indemnités

Indemnités et rémunérations versées au titre d'un mandat électif local ou national :	40	
Revenus de substitution servis en cas de perte d'emploi temporaire :	8M	
Indemnités liées à la rupture d'un contrat de travail ou sommes perçues suite à la cessation d'une activité non salariée :	8L	
Prestations en espèces, complémentaires ou non, versées au titre d'une incapacité de travail temporaire :	02	
Indemnités perçues par les accueillants familiaux ou leurs remplaçants :	56	
Indemnités perçues au titre des dispositifs d'aide à l'emploi, à la formation professionnelle et à l'insertion des personnes handicapées :	8N	

Les capitaux mobiliers et les revenus de biens immobiliers

Loyer :	31	
Placement financier :	69	
Cession actions / parts sociales :	86	
Plus-value foncière :	8Y	

Les avantages en nature

Nourriture :	8P	
Logement :	8R	
Autres, préciser :	8S	

Les pensions et rentes viagères (Brut)

Pensions alimentaires :	32	
Pensions de retraite CPS :	13	
Pensions de victimes de guerre :	35	
Pension de vieillesse, d'invalidité et autres allocations d'une autre caisse:	45	
Rentes viagères :	57	

Les dons et les legs

Valeur des biens aliénés :	8T	
Valeur des biens reçus :	80	

Autres ressources, à préciser

8V

Total :

Total du couple :

* Pour tous les codes, se reporter à la notice explicative.

** Montants bruts retenus pour le calcul de la CST après déduction des charges d'exploitation.

*** Reporter le code de l'activité (exemple : Agriculture, reporter 8A).

DN

Nom - Prénom

Admission ou renouvellement de l'année : 20

Demande pour bénéficier uniquement (*) : des prestations familiales de la prestation ASPA (**) de la prestation AAH (**)
 pour le demandeur pour le partenaire

OBSERVATIONS : Préciser votre situation financière et familiale, les changements survenus en cas de baisse de vos revenus. Indiquer comment vous subvenez à vos besoins de manière générale. Vous avez la possibilité de joindre des feuillets libres.

Demandeur : je déclare sur l'honneur avoir cessé mon activité salariée ou mon mandat d'élu local

Partenaire : je déclare sur l'honneur avoir cessé mon activité salariée ou mon mandat d'élu local

Nombre de feuillets libres joints :

- Je m'engage à déclarer tout changement survenu au cours de l'année, au sein de ma cellule familiale.
 - Je déclare sur l'honneur la véracité des renseignements relatifs à ma situation personnelle et à celle des personnes qui sont à ma charge.
 - Je reconnais être informé qu'une vérification de l'exactitude de mes déclarations et de l'authenticité des documents produits à l'appui de ma demande peut être effectuée dans le cadre du droit de communication prévu par l'article LP13 de la loi du Pays n°2015-3 du 25 février 2015 modifiée.

« Les informations recueillies vous concernant font l'objet d'un traitement destiné à la Caisse de prévoyance sociale représentée par son Directeur général, BP 1 – 98 713 Papeete Polynésie française – et du délégué à la protection des données (DPO) à l'adresse complémentaire dpo@cps.pf, ayant pour finalité : votre affiliation au régime de solidarité et le cas échéant votre demande AAH, la gestion administrative de votre (ou vos) demande(s), l'archivage, le calcul et les versements de vos prestations au régime de solidarité, ainsi que le cas échéant celle issue de votre demande d'AAH, ainsi que le contrôle des éléments déclarés notamment en matière de fraude, faux et abus. Les destinataires de ces données sont la Caisse de prévoyance sociale, les organismes ou services disposant d'un droit de communication ainsi que les instances judiciaires dans le cadre de réquisition. La durée de conservation des données est celle prévue par la réglementation en la matière en fonction de chaque traitement susmentionné.

Vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, d'effacement de celles-ci ou une limitation du traitement dans la limite de la réglementation.

Vous pouvez l'adresser au DPO à l'adresse susmentionnée.

Vous avez la possibilité d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle. »

A _____

Le

Signature du demandeur

Signature du(de la) conjoint(e),
partenaire pacsé(e) ou concubin(e)

Cachet et signature de l'établissement d'accueil ou
du tiers habilité (en cas d'admission en urgence, SDF)

PARTIE RESERVEE A L'ADMINISTRATION

Demande d'admission

Demande de renouvellement

RECEPTION A LA MAIRIE :

le :

Observations utiles à l'instruction du dossier :

A _____

Cachet et signature :

Dossier transmis le :

RECEPTION A LA CAISSE DE PREVOYANCE SOCIALE

le :

A _____

Cachet et signature :

Code agent :

DECISION DU :

Code agent :

Acceptation Provisoire Définitive
 Refus Provisoire Définitif

Préciser le motif de refus:

Cachet et signature :

IMPORTANT : «Est passible des peines applicables en matière de faux et d'usage de faux prévus par le code pénal, tout individu qui aurait commis ou tenté de commettre un faux en écritures privées».

(*) le demandeur relève d'un autre régime pour la couverture maladie

(**) ASPA : Allocation de solidarité aux personnes âgées - AAH : Allocation aux adultes handicapés

DOCUMENTS A FOURNIR POUR LE DEMANDEUR ET SON (SA) CONJOINT(E), PARTENAIRE PACSE(E), CONCUBIN(E)

Pièces justificatives d'identité et de situation familiale

Obligatoires	Pièces à déposer	Pièces reçues	Autres pièces	Pièces à déposer	Pièces reçues
1-1 En cas de changement d'état-civil, un acte de naissance de moins de 3 mois	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	1-5 Pour les personnes divorcées : copie du jugement de divorce passé en force de chose jugée ainsi que l'acte d'acquiescement et la convention 1-6 En cas de rupture de pacs ou de concubinage : le jugement fixant la contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1-2 Une copie d'une pièce d'identité en cours de validité ou une copie du récépissé de demande de pièce d'identité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1-3 En présence d'enfant(s) à charge, une copie du livret de famille ou son acte de naissance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1-4 Acte de reconnaissance antérieure pour les enfants à naître	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Pièces justificatives de résidence

Obligatoires	Pièces à déposer	Pièces reçues	Autres pièces	Pièces à déposer	Pièces reçues
2-1 En cas de changement d'adresse, la dernière quittance d'électricité ou à défaut, la dernière quittance d'eau.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	2-6 Carte de séjour (hors UE) ou certificat de résidence mentionnant la date d'arrivée sur le territoire 2-7 Pour ceux qui ont quitté le territoire, notamment les étudiants : dates de sortie et de retour accompagnées des justificatifs (coupon du billet d'avion, attestation de la compagnie aérienne)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2-2 Pour les locataires, une copie du bail de location	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2-3 Pour les propriétaires de maison ou de bateau utilisé en un point fixe et aménagé pour l'habitation, une copie de la déclaration de l'impôt foncier de l'année précédente	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2-4 Pour les personnes hébergées, une attestation de la personne qui héberge précisant le lien de parenté, s'il existe et une copie de sa pièce d'identité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2-5 En cas de résidence de moins de 6 mois, un document attestant que le centre des intérêts familiaux, matériels et moraux du postulant est fixé en Polynésie française	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Pièces justificatives des revenus

Obligatoires	Pièces à déposer	Pièces reçues
3-1 Les trois derniers relevés de tous les comptes bancaires du demandeur et de son (sa) conjoint(e), partenaire pacsé(e), concubin(e). Ne pas confondre avec le RIB	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres pièces	Pièces à déposer	Pièces reçues
3-2 Pour les propriétaires de terre(s) : un état des inscriptions et transcriptions hypothécaires accompagné de la fiche descriptive des biens ou un relevé d'impôt foncier ou le rôle individuel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3-3 Entre 18 et 21 ans : certificat de scolarité, copie de la carte d'étudiant en cas de poursuite des études	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3-4 Pour les titulaires d'un contrat particulier (CAE, CFPA, STH, RSMA ...) : copie de la convention ou du contrat	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3-5 En cas de changement de régime de protection sociale : une attestation de fin d'affiliation ou de certificat de mutation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3-6 En cas de cessation d'activité salariée : copie du certificat de travail, solde de tout compte, convention de départ si elle a été établie, ...	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3-7 En cas de reconnaissance d'une inaptitude au travail : attestation du médecin conseil de la CPS	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3-8 Pour les titulaires d'un mandat d'élu local ou national : justificatifs des indemnités et rémunérations versées, justificatifs de fin de mandat	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3-9 Pour les activités du secteur primaire et tertiaire (agriculteurs, pêcheurs, perliculteurs, coprahculteurs, marchands ambulants, forains ...) : - Copie de la carte professionnelle ou de la licence et de la déclaration de chiffre d'affaires de la période concernée ainsi que les informations statistiques de l'activité - Pour les pêcheurs : copie de la carte professionnelle. Pour les perliculteurs : copie de l'arrêté accordant la concession maritime - Pour les producteurs de vanille : copie de l'attestation de production de vanille mûre des 3 dernières années délivrée par l'établissement public Vanille de Tahiti - Pour les agriculteurs : copie de l'arrêté accordant la mise à disposition d'un domaine d'exploitation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3-10 Pour un patenté : copie de la patente accompagnée de la déclaration de chiffre d'affaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3-11 Pour les gérants de société : copie de l'intégralité des statuts de la société ainsi que l'annexe de la liasse fiscale portant mention de la rémunération du ou des gérant(s) et associés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3-12 Pour les investisseurs dans le cadre de la défiscalisation : certificat ou attestation de défiscalisation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3-13 Pour les retraités ou handicapés ou pensionnés : copie des 3 derniers mandats de paiement ou un justificatif du montant mensuel versé par l'organisme concerné (régimes autres que la CPS)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3-14 Pour les propriétaires de navires : copie de l'acte de francisation ou la carte de circulation, attestation d'immigration portuaire et justificatif du paiement de la taxe portuaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3-15 Pour les propriétaires de véhicules : copie de la carte grise du ou des véhicules à moteur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3-16 Pour les voyages dans les îles ou hors du territoire : copie des justificatifs de voyage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3-17 Pour les bénéficiaires de l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) : copie de la notification de la décision COTOREP	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

ITIMP001251-F6000-08092020

***En l'absence d'un des documents requis, le demandeur doit en préciser les motifs dans la rubrique « OBSERVATIONS » en page 4 du formulaire ou sur feuillet libre.
Liste non exhaustive, des pièces justificatives spécifiques pouvant être sollicitées selon les situations.**

Notice explicative des revenus à déclarer

Code	Intitulé de la ressource	Commentaires											
01	Revenus d'activité professionnelle salariée	Inscrire le montant brut des salaires et accessoires aux salaires (primes, diverses indemnités versées par l'employeur) perçu sur le territoire et hors territoire.											
04	Revenus d'activité professionnelle non salariée	Inscrire le montant total du chiffre d'affaires (ventes + prestations de service - charges d'exploitation) encaissé ou la rémunération du mandat social pour une société domiciliée sur le territoire ou hors territoire.											
8A à 8K	Produits des activités non salariées	Reporter le code pour les activités non salariées exercées sur autant de ligne que d'activité (exemple : Agriculture reporter, 8A).											
40	Indemnités et rémunérations versées au titre d'un mandat électif local ou national	Inscrire les indemnités et rémunérations perçues par les maires, adjoints au maire, les représentants de l'assemblée de la PF, les députés ou, les sénateurs.											
8M	Revenus de substitution servis en cas de perte d'emploi temporaire	Inscrire les revenus de substitution servis en cas de perte d'emploi. Exemples : allocation chômage, revenu de solidarité active (RSA), ...											
8L	Indemnités liées à la rupture d'un contrat de travail ou sommes perçues suite à la cessation d'une activité non salariée	Exemples : les indemnités de licenciement dans le cadre d'une rupture de contrat, les dommages et intérêts, ...											
02	Prestations en espèces, complémentaires ou non, versées au titre d'une incapacité de travail temporaire	Inscrire les indemnités journalières versées au titre d'un risque de maladie, d'invalidité, de maternité, d'accident du travail ou de maladie professionnelle par un employeur, un organisme de sécurité sociale, un organisme d'assurance ou un établissement financier.											
56	Indemnités perçues par les accueillants familiaux ou leurs remplaçants	Inscrire : - l'indemnité pour service rendu et de sujétion particulière perçue par l'accueillant familial. - l'indemnité de remplacement perçue par le remplaçant de l'accueillant familial.											
8N	Indemnités perçues au titre des dispositifs d'aide à l'emploi, à la formation et à l'insertion des personnes handicapées	Inscrire l'indemnité perçue au titre des dispositifs d'aide à l'emploi, à la formation professionnelle et à l'insertion des personnes enfants et adultes reconnues handicapées (Contrat d'Accès à l'Emploi, Chantier Développement Local, Stage Expérience Professionnelle, Stage pour Travailleurs Handicapés , etc ...). Une décote mensuelle de 2 x SMIG sera appliquée par le service instructeur.											
31	Loyer	Inscrire le montant du loyer perçu s'il s'agit d'une location de maison ou d'appartement ; - pour les biens non productifs de revenus, 50% de la valeur locative s'il s'agit d'un immeuble bâti (remettre la copie de l'avis d'imposition de l'année précédente ou le rôle individuel) ; - pour les biens soumis à l'impôt foncier, 80% de la valeur locative (<u>exemple</u> : location de bateau) (remettre la copie de l'avis d'imposition de l'année précédente ou le rôle individuel).											
69 86	Placement financier Cession actions / parts sociales	- Pour les revenus produits par des capitaux mobiliers : inscrire la valeur réelle (<u>exemples</u> : dividendes, intérêts, arrérages) ; - Pour les capitaux non productifs de revenus : inscrire 3% du montant des capitaux (<u>exemple</u> : capitaux placés n'ayant pas produit d'intérêts au cours de la période de référence).											
8Y	Plus-value foncière	Inscrire le montant de la plus-value déclaré sur le formulaire « Déclaration sur la plus-value sur cession d'immeuble ou de droits immobiliers ».											
8P/ 8R	L'avantage en nature se définit comme la fourniture, la mise à disposition ou la prise en charge, à titre gratuit d'un bien, d'un service ou d'une prestation, à votre profit et vous permettant ainsi de faire l'économie d'une dépense que vous auriez dû normalement supporter. Il est évalué à sa valeur réelle.												
	8P	Avantage en nature : Nourriture											
	8R	Avantage en nature : Logement											
		<p>Lorsque le repas du demandeur et de sa cellule familiale sont pris en charge par un parent ou un tiers, l'avantage nourriture¹ est évalué au minimum forfaitairement à 40% du SMIG horaire par repas et au double de ce montant pour plus d'un repas par jour, multiplié par le nombre de jours pendant lesquels le demandeur et son partenaire ont bénéficié de l'avantage. (exemple d'une personne ayant bénéficié de deux repas par jour durant une année : 264 207 F CFP).</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 25%;">Situation du demandeur et sa cellule familiale</th> <th style="width: 25%;">Calcul de l'avantage</th> <th style="width: 50%;">Cas</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td rowspan="2">Le demandeur est hébergé dans la résidence principale par un parent ou un tiers</td> <td rowspan="2">Seuil d'admission x 12% x nombre de mois logé</td> <td><u>Demandeur célibataire, sans enfant, hébergé toute l'année</u> : ▪ Avantage logement = 125 778 F CFP</td> </tr> <tr> <td><u>Demandeur célibataire, avec au moins un enfant, hébergés toute l'année</u> : ▪ Avantage logement = 140 178 F CFP</td> </tr> <tr> <td rowspan="2">Le demandeur habite dans un logement mis à disposition</td> <td rowspan="2">Valeur locative annuelle déclarée pour l'impôt foncier hors exonération x (1/12)</td> <td><u>Demandeur et son(a) partenaire hébergés toute l'année</u> : ▪ Avantage logement pour le demandeur = 140 178 F CFP ▪ Avantage logement pour le(a) partenaire = 0 F CFP</td> </tr> <tr> <td>Exemple de valeur locative annuelle : 1 440 000 F CFP <u>Demandeur célibataire vivant dans un logement mis à disposition toute l'année</u> : ▪ Avantage logement = 120 000 F CFP <u>Demandeur et son(a) partenaire vivant dans un logement mis à disposition toute l'année</u> : ▪ Avantage logement pour le demandeur = 120 000 F CFP. ▪ Avantage logement pour le(a) partenaire = 0 F CFP</td> </tr> </tbody> </table> <p>Pour la valeur locative, se reporter et remettre l'avis d'imposition.</p>	Situation du demandeur et sa cellule familiale	Calcul de l'avantage	Cas	Le demandeur est hébergé dans la résidence principale par un parent ou un tiers	Seuil d'admission x 12% x nombre de mois logé	<u>Demandeur célibataire, sans enfant, hébergé toute l'année</u> : ▪ Avantage logement = 125 778 F CFP	<u>Demandeur célibataire, avec au moins un enfant, hébergés toute l'année</u> : ▪ Avantage logement = 140 178 F CFP	Le demandeur habite dans un logement mis à disposition	Valeur locative annuelle déclarée pour l'impôt foncier hors exonération x (1/12)	<u>Demandeur et son(a) partenaire hébergés toute l'année</u> : ▪ Avantage logement pour le demandeur = 140 178 F CFP ▪ Avantage logement pour le(a) partenaire = 0 F CFP	Exemple de valeur locative annuelle : 1 440 000 F CFP <u>Demandeur célibataire vivant dans un logement mis à disposition toute l'année</u> : ▪ Avantage logement = 120 000 F CFP <u>Demandeur et son(a) partenaire vivant dans un logement mis à disposition toute l'année</u> : ▪ Avantage logement pour le demandeur = 120 000 F CFP. ▪ Avantage logement pour le(a) partenaire = 0 F CFP
Situation du demandeur et sa cellule familiale	Calcul de l'avantage	Cas											
Le demandeur est hébergé dans la résidence principale par un parent ou un tiers	Seuil d'admission x 12% x nombre de mois logé	<u>Demandeur célibataire, sans enfant, hébergé toute l'année</u> : ▪ Avantage logement = 125 778 F CFP											
		<u>Demandeur célibataire, avec au moins un enfant, hébergés toute l'année</u> : ▪ Avantage logement = 140 178 F CFP											
Le demandeur habite dans un logement mis à disposition	Valeur locative annuelle déclarée pour l'impôt foncier hors exonération x (1/12)	<u>Demandeur et son(a) partenaire hébergés toute l'année</u> : ▪ Avantage logement pour le demandeur = 140 178 F CFP ▪ Avantage logement pour le(a) partenaire = 0 F CFP											
		Exemple de valeur locative annuelle : 1 440 000 F CFP <u>Demandeur célibataire vivant dans un logement mis à disposition toute l'année</u> : ▪ Avantage logement = 120 000 F CFP <u>Demandeur et son(a) partenaire vivant dans un logement mis à disposition toute l'année</u> : ▪ Avantage logement pour le demandeur = 120 000 F CFP. ▪ Avantage logement pour le(a) partenaire = 0 F CFP											
8S	Autres avantages en nature	Exemples d'autres avantages en nature : abonnement téléphonique, abonnement à un club de sport, ... pour leur valeur réelle. Pour les autres évaluations forfaitaires, voir arrêté 86 CM du 28/01/2016.											
32	Pensions alimentaires	Inscrire les sommes reçues d'obligés alimentaires (<u>exemple</u> : prestation compensatoire).											
13	Pensions de retraite CPS	Inscrire le montant perçu de la CPS (RGS, RPSMR)											
35	Pensions de victimes de guerre	Inscrire le montant perçu.											
45	Pension de vieillesse, d'invalidité et autres allocations d'une autre caisse	Inscrire le montant perçu de tout régime de sécurité sociale, un organisme d'assurance ou un établissement financier. (<u>exemples</u> : rente Accident du travail, pension CAFAT, pensions civile et militaire, réversion,...)											
57	Rentes viagères	Inscrire les sommes d'argent régulièrement perçues, au titre d'un revenu de remplacement (<u>exemple</u> : pension payée au titre des assurances-vie).											
8T	Valeur des biens aliénés	Inscrire 20% de la valeur du bien que le demandeur cède par voie de donation (don sans contrepartie) ou de donation-partage (partage de biens entre les descendants) de son vivant, 5 ans avant la demande d'admission au RSPF.											
80	Valeur des biens reçus	Inscrire la somme reçue gratuitement du vivant du donateur ou dans le cadre d'une succession intervenue pour la période déclarée.											
8V	Autres ressources	Préciser la nature et inscrire le montant des ressources non répertoriées précédemment (<u>exemples</u> : indemnités diverses, pension de réversion, espèces reçues par un parent ou un tiers,...). Pour les bourses allouées dans le cadre d'études scolaires ou universitaires ou d'apprentissage, inscrire 30% du montant.											

¹ Evaluation sur la base des textes en vigueur au 1^{er} janvier 2016